

“Les besoins en eau de tous pourraient être satisfaits”

PAR **ASIT K. BISWAS** ET **CECILIA TORTAJADA**

Inondations, sécheresses, pollutions... en 10 ans seulement, l'eau est devenue l'une des préoccupations majeures au niveau mondial. Un état d'urgence lié à une mauvaise gestion de la ressource à laquelle il est vital de remédier.

Actuellement, l'eau revient régulièrement en première place dans les médias du monde entier. Souvent parce qu'il y en a trop (inondations, ouragans) ou pas assez (sécheresse), parce que sa qualité se dégrade et la rend inconsommable ou à cause de problèmes liés à des désastres naturels (tremblements de terre et tsunamis). Entrer les termes « *water crisis* » (« crise de l'eau ») dans Google amène plus de 11 millions de résultats ! Il y a 10 ans encore, la situation était très différente. L'eau ne figurait même pas sur la liste des 10 principaux risques mondiaux établie par le Forum économique mondial. Depuis peu, elle est constamment identifiée comme l'un des plus grands risques par ce même Forum. Se pose alors la question : que s'est-il passé pour que l'eau, qui ne jouait qu'un rôle secondaire sur la scène internationale, soit devenue l'un des problèmes les plus urgents en seulement 10 ans ?

Un rapport à l'eau irresponsable

Les raisons sont nombreuses. La plus importante tient probablement à une mauvaise gestion de cette ressource renouvelable tout au long de l'histoire et partout sur la planète. Si le pétrole et le charbon, une fois utilisés, se décomposent et ne sont pas recyclables, les eaux usées peuvent quant à elles être traitées et réutilisées. Et ce cycle peut se poursuivre à l'infini. Malheureusement, il arrive souvent que les eaux usées provenant des sources domestiques et industrielles ainsi que les eaux de ruissellement agricoles ne soient pas correctement traitées ou gérées et affectent la santé des humains et des écosystèmes. Ainsi, les masses d'eau situées à proximité et à l'intérieur des centres urbains des pays en développement sont maintenant si gravement contaminées que leur utilisation à des fins domestiques, industrielles et agricoles est souvent sévèrement restreinte. Cela contribue à la pénurie d'eau douce utilisable.

Un deuxième problème a échappé à toute considération sociétale. L'homme a un rapport émotionnel spécial à l'eau. Toutes les ressources font l'objet

d'échanges à l'intérieur des pays et entre eux, à l'exception de l'eau. Si un pays restreint l'importation d'une quelconque ressource par des droits de douane élevés, les pays exportateurs portent l'affaire devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce) pour qu'elle règle leur différend. En revanche, pas un pays au monde n'exporte son eau en raison de très fortes oppositions internes. La seule solution pour que l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain) soit approuvé par le Parlement canadien a été de déclarer explicitement qu'il ne s'appliquait pas à l'eau. C'est la seule ressource à avoir bénéficié de ce traitement spécial. En Inde, aucun État ou territoire ne voudrait exporter de l'eau vers un autre, bien qu'appartenant au même pays.

Le troisième problème concerne le prix de l'eau. Presque 70 % de l'eau dans le monde sert à l'irrigation. Pourtant, aucun pays ne fait payer aux agriculteurs la quantité d'eau qu'ils utilisent. La Californie est devenue un grenier à pain en investissant des milliards de dollars pour faire venir de l'eau de l'extérieur de l'État, puis en permettant aux agriculteurs de l'utiliser presque gratuitement. Ce serait impensable pour d'autres ressources. Dans la plupart des régions du monde, l'eau à usage domestique est soit gratuite, soit largement subventionnée.

Considérons les États du Golfe. Ils occupent des régions désertiques, avec quasiment pas de rivières et des réserves d'eaux souterraines limitées. On s'attendrait, vu sa rareté, à ce que l'eau soit utilisée avec un grand souci d'efficacité. Or, il n'en est rien. Au Qatar, où elle provient essentiellement du dessalement de l'eau de mer, les habitants ne paient pas l'eau. Un Qatari moyen en utilise 1 200 litres par jour. En comparaison, un citoyen de Leipzig (Allemagne) ou de Tallinn (Estonie) en consomme moins de 95. En outre, le service des eaux qatari perd environ 40 % de l'eau qu'il produit à cause de fuites sur ses réseaux. Dans des villes comme Tokyo ou Singapour, le taux de perte est inférieur à 5 %. Ainsi, pour qu'un Qatari reçoive 1 200 litres d'eau par jour, il faut en produire 1 680. Ce n'est pas viable.

Presque 70 % de l'eau sert à l'irrigation. Pourtant, aucun pays ne fait payer aux agriculteurs la quantité d'eau qu'ils utilisent

Rares sont les pays où l'eau est facturée à son juste prix. Aussi les services disposent-ils rarement des budgets nécessaires pour assurer une gestion efficace de l'eau : faire fonctionner et entretenir correctement les réseaux de distribution, d'évacuation et d'épuration existants, renouveler les infrastructures vétustes et construire de nouvelles installations. Après des années de sous-investissement, tous les pays développés s'efforcent actuellement de remplacer les infrastructures hydrauliques obsolètes. Aux États-Unis, par exemple, il existe des canalisations dont la mise en place remonte à quelque 150 ans et qui ont depuis longtemps dépassé leur durée de vie économique. Cette modernisation constitue un problème majeur pour ces pays.

Un drame humain encore sous-estimé

Les pays en développement n'ont jamais eu les équipements adéquats en matière d'eau potable et d'eaux usées. Leurs problèmes sont doubles. Premièrement, comment construire rapidement des infrastructures pour fournir ces services à la population ? Deuxièmement, comment obtenir des financements suffisants pour répondre à leurs besoins futurs ? La situation est d'autant plus difficile que les organisations internationales telles que les Nations unies et la Banque mondiale ont toujours minimisé l'ampleur de la question. En 2015, ces institutions déclaraient que « seulement » 635 millions de personnes n'avaient pas accès à l'eau propre. Sous la pression des critiques, elles ont réévalué ce chiffre à 1,2 milliard. Mais c'est encore largement sous-estimé. Au moins 2,5 à 3 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau propre. Moins de 15 % de la population des pays en développement a accès à des systèmes de collecte et de purification/évacuation des eaux.

Il ne fait aucun doute que si les modes de gestion de l'eau restent aussi désastreux qu'à l'heure actuelle, d'ici à 2030 de nombreuses régions du monde subiront, à cause du manque d'eau et de



À PROPOS DES AUTEURS

Asit K. Biswas, né en 1939 à Balasore, en Inde, est professeur invité honoraire à la Lee Kuan Yew School of Public Policy (National University of Singapore) et cofondateur de l'Association internationale des ressources en eau, du Conseil mondial de l'eau et du Centre du tiers-monde pour la gestion de l'eau. Cecilia Tortajada, née en 1962, est directrice de recherche à l'Institute of Water Policy, Lee Kuan Yew School of Water Policy et rédactrice en chef de l'*International Journal of Water Resources Development*.

la pollution croissante, une crise de l'eau comme aucune génération précédente n'en a connue. Compte tenu des connaissances, des expertises et du savoir-faire technologique dont on dispose, il est possible de gérer correctement cette ressource afin que les besoins de tous les humains, et pour tous les usages, puissent être satisfaits aujourd'hui comme en 2050, quand la population mondiale atteindra 9,7 milliards d'habitants. La productivité agricole en Inde est environ moitié moindre que celle de la Chine. Si la productivité de l'Inde peut progresser jusqu'aux mêmes niveaux qu'en Chine, la quantité de nourriture produite pourra doubler, à superficie de terre et à quantité d'eau égales. Sans parler des progrès très rapides de la science et de la technologie, qui permettront une productivité beaucoup plus importante avec moins d'eau.

Pour ce qui est de l'avenir de l'eau dans le monde, nous sommes d'un optimisme mesuré. Il y a suffisamment d'eau sur la planète pour les populations actuelles et à venir. En revanche, la crise à laquelle nous sommes confrontés tient à sa mauvaise gestion. À mesure que l'ampleur des crises s'intensifiera, les hommes politiques du monde entier vont être obligés de changer leur manière de voir. Ce sera l'amorce d'une « révolution bleue », indispensable de toute urgence. ●

Si la gestion de l'eau reste aussi désastreuse, d'ici à 2030 de nombreuses régions du monde subiront une crise sans précédent